Les entreprises régionales

Groupe de travail sur la diffusion des statistiques structurelles d'entreprises

Cnis – 9 juillet 2019

Insee

Mesurer pour comprendre

Juillet 2019

Qu’est ce que le PSAR EER ?

- ✔ Le Pôle de Service de l’Action Régionale sur les études économiques régionales est un pôle national qui dépend du Département de l'Action Régionale à la Direction Générale de l’Insee.

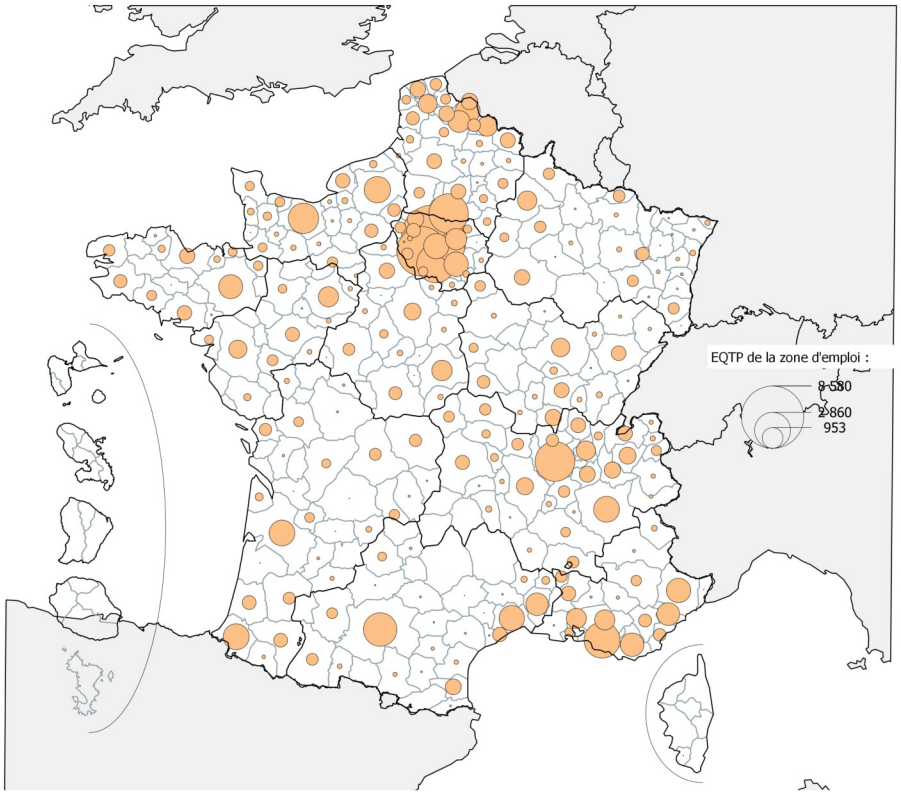
- ✔ Le PSAR a vocation à réaliser des investissements destinés à « outiller » les services études et diffusion de l’Insee en région dans le domaine des études économiques.

- ✔ Une vingtaine d'investissements sont actuellement proposés sur différents thèmes : la démographie des entreprises, les filières (le numérique, l’économie maritime, la culture, la logistique...), les entreprises régionales, les non salariés, les territoires et centres de décisions, l’ouverture des PME à l'export…

L’entreprise, une entité multi-localisée

- ✔ Une entreprise est constituée d’une ou plusieurs unités légales, elles même constituées d’un ou plusieurs établissements.

- ✔ D’un point de vue régional, comment prendre en compte une entreprise avec des établissements répartis sur tout le territoire ?



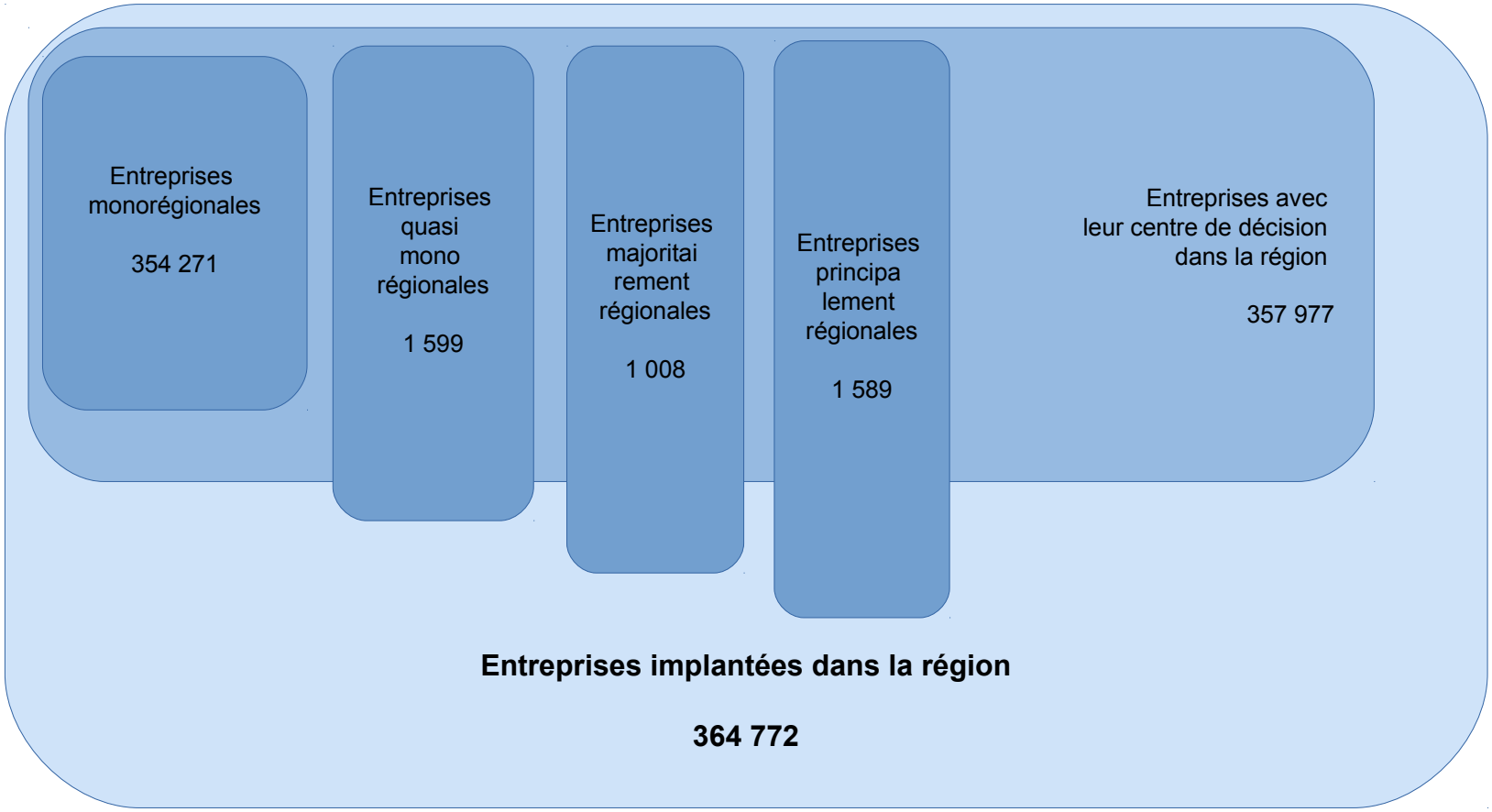
Insee

Les différentes approches possibles de l'entreprise régionale

Approche	Critère de localisation
Implantée dans la région	Au moins un établissement dans la région
Siège régional	Siège social dans la région
Implantée principalement dans la région	L'activité* dans la région considérée est plus importante que dans n'importe quelle autre région
Majoritairement régionale	Plus de 50 % de l'activité* dans la région considérée
Quasi monorégionale	Plus de 80 % de l'activité* dans la région considérée
Monorégionale	Tous les établissements sont dans la région considérée

**** L'activité est déterminée à partir du nombre de salariés en équivalent temps plein***

Les différentes approches en Occitanie



L'implantation des entreprises régionales, en effectifs

Région d'implantation	Entreprises monorégionales	Mono et quasi-monorégionales	Mono, quasi-mono et majoritairement régionales	Mono, quasi-mono, majoritairement et principalement régionales
Île-de-France	36,4	50,2	67,0	91,6
Centre-Val de Loire	37,8	43,6	51,5	56,1
Bourgogne-Franche-Comté	44,0	51,3	57,7	60,1
Normandie	42,0	48,9	54,9	59,6
Hauts-de-France	40,0	48,3	55,5	63,4
Grand Est	44,4	52,9	58,4	65,9
Pays de la Loire	41,5	51,0	59,2	64,4
Bretagne	44,3	53,8	61,0	66,4
Nouvelle-Aquitaine	47,3	54,2	60,0	63,9
Occitanie	47,8	54,0	60,6	64,4
Auvergne-Rhône-Alpes	44,4	52,1	61,2	67,4
Provence-Alpes-Côte d'Azur	48,1	54,9	59,2	62,5
Corse	77,6	81,4	82,7	82,9
Guadeloupe	54,4	60,2	66,4	70,2
Martinique	49,5	59,1	70,2	72,5
Guyane	58,9	62,3	62,8	62,9
La Réunion	65,9	75,3	77,6	80,2

Source : Insee, CLAP, Lifi 2015

Note de lecture : les entreprises monorégionales de l'Île-de-France représentent 36,4 % des ETP de la région, les mono et quasi-monorégionales en représentent 50,2 %...

Quelles utilisations ?

Le calcul de la « régionalité » des entreprises permet aux chargés d'études de l'Insee d'expertiser le champ sur lequel ils vont travailler.

Par exemple, la représentation au sein d'une région sera excellente en conservant uniquement les monorégionales et quasi-monorégionales :

- ✗ Sur le champ des PME ;
- ✗ Sur le champ de certains secteurs comme la construction, le tourisme, le commerce de détail, l'industrie agroalimentaire.

Cela a donné lieu à ce type d'études :

- ➢ L'analyse des très petites entreprises en Île-de-France a été réalisée sur les entreprises mono et quasi monorégionales.
- ➢ Les PME et ETI exportatrices de Rhône-Alpes ont été sélectionnées sur le critère d'implantation principale.
- ➢ Les entreprises ont été caractérisées selon la localisation de leur centre de décision en Poitou-Charentes.

Quelles utilisations ?

Lorsque dans une étude localisée, la part des entreprises monorégionales est relativement faible, on utilise en complément le concept de dépendance.

Ainsi par exemple dans nos travaux actuels sur l'implantation des multinationales dans les territoires, les établissements situés sur une zone donnée appartiennent le plus souvent à des entreprises multirégionales, on va donc calculer un taux qui permet de déterminer la dépendance de cette zone à des entreprises « extérieures » :

Ces concepts permettent d'expertiser à la fois les entreprises « locales » tout en connaissant celles qui dépendent de l'extérieur.

Taux de dépendance : nombre d'emplois dépendant d'un centre de décision extérieur à une zone d'étude rapporté aux emplois totaux de cette zone.

Publications régionales

Insee Analyses

La Réunion

N° 39

Avril 2019

La Réunion-Mayotte

L'économie sociale et solidaire à La Réunion en 2015

Une sphère dynamique mais fragile

Fin 2015, à La Réunion, 25 700 salariés travaillent dans la sphère de l'économie sociale et solidaire (ESS). L'ESS regroupe des structures du secteur privé qui partagent un but d'utilité sociale, une lucrativité encadrée, ainsi qu'une gouvernance démocratique et participative. Elle est moins présente sur l'île : elle ne regroupe que 4,6 % des personnes en âge de travailler contre 6,0 % en province. Une présence moins forte de l'enseignement privé, des activités financières et de la santé dans l'ESS réunionnaise expliquent ce développement moindre. Avec 6 800 emplois en équivalent temps plein (ETP) supplémentaires depuis 2005, soit + 45 %, l'ESS réunionnaise est plus dynamique qu'en province et que dans le reste de l'économie réunionnaise (+ 20 %). L'action sociale est le principal moteur de cette croissance. Elle représente 8 700 emplois, principalement au sein des associations. Avec plus de 80 % des emplois, celles-ci constituent d'ailleurs le cœur de la sphère de l'ESS, comme partout ailleurs. Toutefois, les associations réunionnaises sont très dépendantes des contrats aidés (un salarié sur trois de l'ESS réunionnaise est employé sous ce statut en 2015, soit trois fois plus qu'en province), dans un contexte où ceux-ci ont diminué entre 2016 et 2018. Les conditions d'emploi sont ainsi globalement moins favorables dans l'ESS que dans le reste de l'économie réunionnaise.

Ludovic Besson, Insee

Insee Flash

Occitanie Nouvelle-Aquitaine

N° 87

Avril 2019

Aéronautique et spatial dans le Grand Sud-Ouest

3 900 emplois de plus en 2017 dans l'ensemble de la filière

La filière aérospatiale en Occitanie et en Nouvelle-Aquitaine emploie 146 000 salariés fin 2017, soit 6 % de l'emploi salarié marchand non agricole des deux régions. La filière reste dynamique en 2017. L'emploi progresse chez les grands donneurs d'ordres et dans les entreprises régionales de la chaîne d'approvisionnement qui répondent à une demande soutenue. La progression essentiellement portée par les pôles de Toulouse et Bordeaux profite également à quelques autres territoires du Grand Sud-Ouest.

Patrick Voisin, Insee Occitanie

Publications régionales

Insee Analyses

Hauts-de-France

N° 93

Mars 2019

29 000 personnes occupent un emploi numérique dans la région

Dans les Hauts-de-France, 29 000 personnes exercent une profession numérique en 2015. Ces métiers représentent 1,4 % des emplois de la région. Près de la moitié de ces emplois sont exercés dans les entreprises du secteur du numérique, en particulier celles de l'information et de la communication. En dehors de ce secteur, les métiers numériques sont surtout présents dans le commerce. Entre 2010 et 2015, le nombre de professions numériques a augmenté moins rapidement que dans les régions où la part des métiers numériques dans l'emploi est plus importante, et les créations se sont concentrées dans le secteur numérique. Les zones de Lille, Roubaix et Tourcoing concentrent six emplois numériques sur dix. Ces emplois sont majoritairement exercés par des actifs qualifiés et des hommes.

Yohan Baillieul, Virginie Gamblin, Insee

Insee Analyses

Provence-Alpes-Côte d'Azur

N° 66

Novembre 2018

Plus de la moitié des salariés dans des entreprises essentiellement implantées dans la région

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, plus de la moitié de l'emploi salarié est issu d'entreprises implantées exclusivement ou quasi exclusivement dans la région. Parmi elles, deux profils se distinguent. Les entreprises uniquement implantées dans la région sont très nombreuses, généralement de petite taille et tournées vers la population présente. Les 1 700 entreprises multirégionales dont plus de 80 % des salariés travaillent en Provence-Alpes-Côte d'Azur sont de taille plus importante. Leur effectif dépend pour moitié d'un centre de décision extérieur à la région et 30 % de leurs salariés travaillent dans l'industrie manufacturière. L'ensemble de ces entreprises essentiellement implantées dans la région sont plus exportatrices que leurs homologues de province.

Stéphanie Durieux, Olivier Pégaz-Blanc, Insee

Merci de votre attention !

Hervé Bacheré
Direction régionale de l'Occitanie